



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 4012

Texte de la question

PLAN JUNCKER

M. le président. La parole est à M. Éric Elkouby, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.
(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)

M. Éric Elkouby. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international. Mais permettez-moi, tout d'abord, de saluer et de rendre hommage à mon prédécesseur et ami Armand Jung, dont la santé s'améliore jour après jour. *(Mmes et MM. les députés du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine, se lèvent et applaudissent.)*

M. Paul Giacobbi. Très bien !

M. Éric Elkouby. Alors que les partis populistes attaquent l'Europe de toutes parts, comme si l'Union européenne était la cause de tous les maux, nous devons rappeler qu'elle représente avant tout un espace commun et humain de développement et de protection.

C'est au Parlement européen que le plan de relance par l'investissement, dit « plan Juncker », a été définitivement adopté. J'en profite pour vous remercier d'avoir rappelé, à Strasbourg, le 9 mai dernier, le soutien inconditionnel du Gouvernement à la vocation européenne de Strasbourg et de l'Eurométropole.

Ma question concerne plus précisément les retombées économiques de ce plan, qui prévoit des investissements de plusieurs milliards d'euros pour la relance de nos entreprises, de nos universités, de la recherche et de l'emploi. Plus concrètement, ce sont 16,4 milliards d'euros qui seront débloqués en France pour seize projets stratégiques. C'est là un moteur ambitieux pour le développement de grands programmes innovants dans les domaines du numérique, de l'éducation, du développement durable ou encore des transports. Je me réjouis que la région Grand Est en soit bénéficiaire, notamment à travers le programme d'énergies renouvelables et l'installation du très haut débit en Alsace. Voilà l'Europe que nous aimons.

Monsieur le ministre, ce plan fait partie d'un arsenal d'outils que l'Union européenne et le Gouvernement mettent en place pour la nécessaire relance économique et pour l'emploi. Pouvez-vous nous dire quels sont aujourd'hui ses retombées et son devenir dans notre pays ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. Paul Giacobbi. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État chargé des affaires européennes*. Permettez-moi d'abord, monsieur le député, de vous adresser toutes mes félicitations et celles du Gouvernement pour votre brillante élection. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*) Je veux aussi vous redire notre attachement le plus fort à Strasbourg, capitale européenne de la démocratie.

Vous l'avez rappelé, le plan Juncker est un succès – pour la France et pour l'Europe. La France en est en effet le premier pays bénéficiaire s'agissant du montant global des projets financés. Ainsi, les 2,3 milliards d'euros de financements accordés par la Banque européenne d'investissement permettent de mobiliser 14,5 milliards d'investissements sur notre territoire, grâce aux trente-trois décisions déjà prises par le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Au-delà de ces chiffres, les projets bénéficient à toutes nos régions ; l'important, vous l'avez dit en évoquant l'Alsace,...

M. Éric Straumann. L'Alsace n'existe plus !

M. Harlem Désir, *secrétaire d'État*. ...est qu'ils concernent des secteurs stratégiques : la transition énergétique, le numérique ou encore les PME innovantes. J'en citerai quelques exemples. En ce qui concerne le logement, le plan Juncker appuiera financièrement le renforcement de l'efficacité énergétique de 40 000 foyers résidentiels ; dans le domaine de l'énergie, il soutiendra un fonds dédié à la production d'énergie renouvelable ; dans l'industrie agroalimentaire, il contribuera au financement d'une usine de production de lait dans le Cotentin.

Ce plan ne se résume pas, toutefois, au financement de grands projets ou de grandes entreprises, puisque des prêts sont distribués, par l'intermédiaire de Bpifrance et des réseaux bancaires, à plus de 23 000 PME et start-ups, avec à la clé la création de dizaines, de centaines voire de milliers d'emplois.

Ces quelques exemples illustrent la réussite du plan Juncker dans notre pays ; mais c'est aussi le cas à l'échelle européenne, puisque les 12,8 milliards d'investissements décidés par la Banque européenne d'investissement ont permis de mobiliser 100 milliards au total, soit un tiers de l'objectif de 315 milliards.

Nous voulons donc poursuivre et amplifier le plan Juncker, car il reflète l'Europe que nous aimons : l'Europe qui soutient la croissance, l'investissement et l'emploi. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Elkouby](#)

Circonscription : Bas-Rhin (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4012

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 juin 2016](#)